

*Questions orales*

la coalition libérale et bloquiste d'avoir épargné la période des questions dans leurs tractations pour museler le Parlement aujourd'hui. Les députés de ce côté-ci leur en sont vraiment reconnaissants.

Hier, à propos du dernier dîner organisé par le ministre du Patrimoine canadien, le premier ministre a dit à la Chambre que tous les faits étaient connus, le nom des invités et les montants versés. Or, nous apprenons qu'Élections Canada ne fera pas connaître avant juillet le montant recueilli. Selon nos informations, le total officiel pourrait bien dépasser les 12 000 \$ dont il a été question jusqu'à maintenant; de plus, l'identité de nombreux invités et le nombre total de ceux-ci demeurent un mystère.

Comment la vice-première ministre explique-t-elle la contradiction entre ces faits et ce qu'on a dit à la Chambre hier?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, le député serait très heureux de fournir la liste complète des invités. L'an dernier, devant la Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, le Parti réformiste s'est prononcé publiquement contre les dons du public et les crédits d'impôt pour les partis politiques; pourtant, il n'a eu aucune difficulté à accepter les dons suivants: 10 000 \$ de Rogers Communication, 15 000 \$ de John Labatt, 6 000 \$ de Pulp and Timber Ltd., 10 000 \$ d'Imperial Oil, 4 000 \$ de PanCanadian Petroleum.

• (1425)

Je pourrais poursuivre, mais il est évident que le Parti réformiste n'a rien contre les activités de financement lorsqu'il s'agit de lui-même. Par conséquent, il ne devrait pas avoir d'objection non plus à ce qu'un parti politique quelconque ait des activités de financement tout à fait transparentes, comme c'est le cas ici.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, non seulement il y a des contradictions entre ce que le premier ministre a dit à la Chambre et les faits, mais le ministre du Patrimoine canadien ne peut pas non plus préserver la cohérence de sa version.

Le ministre a dit que la plupart des contrats accordés par son ministère l'avaient été avant ce dîner-bénéfice. En réalité, seulement deux contrats ont été accordés avant ce dîner; les autres l'ont été après que les entrepreneurs eurent craché 2 000 \$ chacun. Le ministre a dit également que son dîner privé avait constitué une activité de financement pour le Parti libéral du Canada, alors qu'en réalité cet argent a servi à éponger ses dettes de campagne électorale.

Comment le ministre du Patrimoine explique-t-il la contradiction entre ces faits et ce qu'il a dit à la Chambre?

**L'hon. Michel Dupuy (ministre du Patrimoine canadien, Lib.):** Monsieur le Président, j'apprécie l'intérêt que nos collègues portent à ce qui se passe quand j'organise une activité de financement ou quand j'y participe. La prochaine fois, je les inviterai; ainsi, ils viendront s'ils veulent en savoir davantage à ce sujet.

**M. Preston Manning (Calgary-Sud-Ouest, Réf.):** Monsieur le Président, le ministre a omis de dire quel contrat je pourrais obtenir si je participais au dîner.

Il y a ici deux poids deux mesures. Pour être resté fidèle à ses principes, le président du Comité de la justice est privé de son poste. Trois députés libéraux sont restés fidèles au principe de la représentation des intérêts de leurs électeurs, et pour toute récompense, ils se sont fait dépouiller de leurs responsabilités.

Quand le ministre du Patrimoine, en revanche, viole à maintes reprises les principes d'éthique, non seulement il conserve sa place à la table du Cabinet, mais il est soutenu et défendu énergiquement par le premier ministre. On dirait que le seul principe que le premier ministre est prêt à défendre à la Chambre, c'est celui de la loyauté au parti.

La vice-première ministre abandonnera-t-elle cette politique de deux poids deux mesures pour faire passer l'éthique avant la loyauté, et exhortera-t-elle le premier ministre à exiger la démission du ministre du Patrimoine?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, le député parle de deux poids deux mesures. Comment peut-il venir reprocher au gouvernement d'avoir...

**Le Président:** Je suis persuadé que tous les députés voudront entendre la réponse.

**Mme Copps:** Monsieur le Président, le Parti réformiste a accepté des dons de 75 000 \$ de Sabre Energy Limited, 25 000 \$ de Burns Fry Limited, 25 000 \$ du Canadien Pacifique et 15 000 \$ de la compagnie no 135482.

Quand le Parti réformiste a demandé au Parlement de revoir le Règlement pour priver de ses responsabilités le porte-parole du parti en matière de justice, je n'ai pas beaucoup entendu parler de deux poids deux mesures.

\* \* \*

[Français]

### LE SOMMET DU G-7

**Mme Francine Lalonde (Mercier, BQ):** Monsieur le Président, ma question s'adresse à la vice-première ministre.

Un document rendu public cette semaine, suite à une fuite, nous apprend que les gouvernements du G-7 discuteront de lutte au chômage, de programmes sociaux, de réforme de l'éducation, de formation professionnelle, de flexibilité dans le marché du travail, d'élimination des réglementations superflues.

• (1430)

Comment la vice-première ministre explique-t-elle qu'elle, le gouvernement, n'ait pas convoqué les gouvernements des provinces, alors que le gouvernement s'apprête à discuter avec les gouvernements des pays du G-7 de sujets qui sont dans leur juridiction ou qui les concernent au premier chef?

**L'hon. Sheila Copps (vice-première ministre et ministre de l'Environnement, Lib.):** Monsieur le Président, on aimerait bien inviter les provinces. On a justement invité les ministres provinciaux de l'Environnement le mois dernier à participer à